

SOMMAIRE

2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIÉTÉ

- ▶ Education policy outlook: Making reforms happen
- ▶ Les jeunes et l'agriculture : Principaux enjeux et solutions concrètes

SCIENCES & TECHNIQUES

- ▶ Industrial Internet of Things: Unleashing the Potential of Connected Products and Services

ECONOMIE

- ▶ Rapport sur le développement en Afrique 2014 : L'intégration régionale au service de la croissance inclusive
- ▶ Global Economic Prospects: Having Fiscal Space and Using It

ENVIRONNEMENT

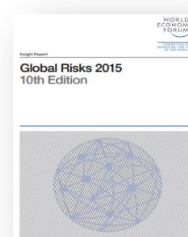
- ▶ A prosperous world for everyone in 2050: The Global Calculator

POLITIQUE

- ▶ Security in Africa 2014
- ▶ Atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité

1. FOCUS DU MOIS

En marge du Forum de Davos, le World Economic Forum a dressé un panorama des risques globaux majeurs, selon leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel sur la stabilité au niveau mondial d'ici 2025.



3. CONCEPTS EMERGENTS

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur « l'Economie Bleue » qui s'inscrit dans le prolongement du concept de l'économie verte.



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en janvier 2015 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



►The Global Risks

Tags: Politique | Risques globaux | Conflit international | Changement climatique | Chômage | Gouvernance régionale | Géopolitique | Economie mondiale |

En marge du Forum de Davos, le World Economic Forum a publié un rapport dans lequel il a dressé un panorama des risques globaux majeurs, selon leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel sur la stabilité au niveau mondial d'ici 2025.

D'après l'enquête réalisée sur la perception des risques mondiaux, fruit de la participation de plus de 900 experts, le rapport met en exergue le risque de conflit international comme étant la principale menace qui entraverait la stabilité des Etats.

Le paysage des risques fait ressortir que le conflit interétatique et ses conséquences régionales est le principal risque global en termes de probabilité d'occurrence, suivi des événements climatiques extrêmes, des crises de la gouvernance régionale, de la chute des Etats, des crises et des taux de chômage élevés.

Sous l'angle de l'impact potentiel des risques mondiaux, les crises de l'eau représentent le plus grand risque qui menace toutes les régions du monde. Outre ce risque, la propagation rapide et massive de maladies infectieuses, les armes de destruction massive et l'incapacité à s'adapter au changement climatique figurent au rang des risques géopolitiques et sociétaux à fort impact.

Source : WEF, 2015

Les 5 risques mondiaux majeurs en termes de probabilité	
1	Conflit entre États avec des conséquences régionales (risque géopolitique)
2	Événements climatiques extrêmes (risque environnemental)
3	Échec de la gouvernance nationale (risque géopolitique)
4	Effondrement ou crise des États (risque géopolitique)
5	Chômage ou sous-emploi structurel élevé (risque économique)

Source : WEF, 2015

Les 5 risques mondiaux majeurs en termes d'impact	
1	Crises de l'eau (risque sociétal)
2	Propagation rapide et massive de maladies infectieuses (risque sociétal)
3	Armes de destruction massive (risque géopolitique)
4	Conflit entre États ayant des conséquences régionales (risque géopolitique)
5	Incapacité à s'adapter au changement climatique (risque environnemental)

Le World Economic Forum souligne que les risques géopolitiques sont au centre des préoccupations de l'année 2015 et sont les plus récurrents, soit trois fois des cinq risques mondiaux majeurs les plus probables. De plus, il met l'accent sur l'interconnexion grandissante qui existe entre les risques géopolitiques et les risques économiques.

Concernant les interconnexions entre les risques, le rapport analyse les interactions entre les risques et la manière dont ils interagissent avec les tendances lourdes constituant le paysage de risque à court et à moyen termes. Le rapport analyse, également, trois grandes situations dans les cartes d'interactions, à savoir l'interaction entre géopolitique et économie, les risques liés à une urbanisation incontrôlée dans les pays en développement et les risques engendrés par les nouvelles technologies.

Le rapport rappelle que l'urbanisation a contribué à la progression du bien-être social, mais face au

développement urbain, la vulnérabilité des villes s'est fortement accentuée avec l'évolution des menaces de pandémies et du changement climatique. Face à cette situation, une nouvelle gouvernance des villes s'avère nécessaire.

Le rythme rapide du progrès technique et de l'innovation dans le secteur des nouvelles technologies comprend, également, des impacts profonds sur la société, l'économie et l'éthique. Le rapport cite, à titre d'illustration, l'intelligence artificielle et la biologie synthétique comme deux progrès ayant de fortes conséquences sur la société. A cet effet, le rapport

recommande la création et l'assouplissement de la réglementation favorisant une gouvernance permettant d'anticiper les nouveaux risques que génère l'innovation.

Le changement climatique peut être considéré comme le défi le plus complexe de la gouvernance mondiale auquel le monde devrait faire face. La réponse mondiale au changement climatique exigerait une coopération internationale effective, une transformation profonde de l'économie et des transferts de ressource à grande échelle.

Source: World Economic Forum, 2015

http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_2015_Report.pdf

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆ PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIÉTÉ

► Education policy outlook: Making reforms happen

Tags : Société | Education | Réformes éducatives | Système éducatif | Enfants | Jeunes | OCDE | France | Royaume-Uni |

Selon ce rapport, publié par l'OCDE, l'insuffisance des mécanismes d'évaluations de l'impact des réformes des systèmes éducatifs pourrait affaiblir leur efficacité et nuire considérablement à la qualité de l'enseignement.

En effet, les Etats à l'échelle mondiale sont soumis à des tensions accrues entravant l'amélioration de la qualité de leurs systèmes éducatifs. Par ailleurs, la hausse des dépenses budgétaires s'accompagne souvent de la montée croissante de réformes ayant pour objectifs de :

- Établir des programmes d'accompagnement des populations démunies;
- Investir dans des enseignants hautement qualifiés ;
-

- Améliorer l'éducation, la formation et le développement professionnel des enseignants, et ;
- Renforcer l'évaluation des établissements d'enseignement.

Le rapport souligne que le suivi des nouvelles politiques n'est pas systématique. D'ailleurs, le taux d'évaluation de l'impact de ces réformes par les pouvoirs publics demeure assez faible, soit environ 10% sur les 450 réformes mises en place dans la zone de l'OCDE, entre 2008 et 2014.

Les dépenses publiques consacrées à l'éducation s'élèvent en moyenne à 12,9% dans la zone OCDE, un taux dépassant 2 500 milliards de dollars, annuellement, soit un niveau équivalent au PIB du Royaume-Uni. Par ailleurs, plus de 15% des jeunes des pays de l'OCDE sont sans qualifications, notamment en France,

aux Pays-Bas et en Italie, ce qui constitue un risque majeur pour les marchés de l'emploi.

Le rapport affirme que l'évaluation de l'impact des réformes des systèmes éducatifs, en vue d'en maximiser l'impact des politiques est nécessaire pour améliorer le rendement des réformes sur le long terme. De plus, le rapport fait valoir que l'efficacité des réformes devrait être basée sur des politiques dont l'efficacité a été prouvée sur un temps déterminé indépendamment des pressions politiques.

Enfin, le rapport préconise, entre autres, l'amélioration de la qualité de l'éducation, à travers notamment l'évaluation de la réussite ou l'échec d'une réforme éducative. Une attention particulière devrait être portée aux résultats. En outre, les réformes devraient disposer du temps nécessaire pour porter leurs fruits pour que leur impact soit analysé convenablement.

Source : OCDE, 2015

http://www.oecd.org/edu/EPO%202015_Highlights.pdf

► Les jeunes et l'agriculture : Principaux enjeux et solutions concrètes

Tags : Société | Agriculture | Jeunes | Savoir | Information | Education | Entrepreneuriat | Services financiers | Economie verte | Emplois-verts | Youth Trade | Mentorat |

L'agriculture représente une source principale de revenus pour les jeunes dans le milieu rural. Pour leur faciliter l'accès aux activités agricoles, cette étude, publiée par l'International Fund for Agricultural Development présente un aperçu des solutions envisageables pour surmonter les obstacles rencontrés par les jeunes en la matière.

L'étude met en relief six enjeux majeurs à savoir :

- **L'accès au savoir, à l'éducation et à l'information** afin d'augmenter la productivité et l'acquisition des compétences. De plus, un accès suffisant au savoir et à l'information pourrait favoriser le développement d'un projet entrepreneurial. En outre, favoriser l'accès des jeunes femmes à l'éducation dans les zones rurales constitue également une priorité, d'autant plus que l'introduction des compétences agricoles dans les pays en voie de développement pourrait être avantageuse aux jeunes.
- **L'accès des jeunes à la terre** demeure un objectif difficile à atteindre, particulièrement dans les pays en voie de développement où les lois et les coutumes d'héritage restreignent la reprise des terres, surtout pour les jeunes femmes. L'étude propose différents moyens pouvant faciliter l'accès des jeunes à la terre, notamment par la modification des lois mais également le soutien et l'aide financière au profit des jeunes.
- **L'accès aux services financiers**, malgré la réticence accrue des acteurs financiers dans l'offre de leurs services aux jeunes ruraux, notamment les crédits et les assurances. A titre d'illustration, certains pays tels la France, le Canada et le Sénégal ont mis en place des mécanismes d'amélioration de l'accès à travers la promotion de produits financiers dédiés aux jeunes, des opportunités de financement pour la création d'entreprises et des programmes de mentorat.
- **L'accès aux métiers de l'environnement** notamment les emplois-verts dans le secteur agricole pourrait renforcer sur le long terme les moyens de subsistance, créer plus d'emploi et engendrer une plus grande valeur ajoutée. La participation des jeunes ruraux dans l'économie verte dépend en grande partie de leurs compétences et de leur niveau d'éducation.

- **L'accès aux marchés** pourrait favoriser des exploitations agricoles viables et durables pour les jeunes ruraux. L'influence internationale croissante des supermarchés et la rigueur des normes de leurs chaînes d'approvisionnement rendent cet accès difficile. L'amélioration de cet accès pourrait permettre aux jeunes d'accéder aux marchés de niche porteurs pour les jeunes agriculteurs.
- **L'engagement dans les débats politiques** par les jeunes ruraux requiert des compétences et capacités permettant à cette catégorie de population de participer pleinement à des actions collectives et aux responsables politiques de les associer activement au processus politique afin d'élaborer des politiques adaptées aux jeunes.

Enfin, l'étude souligne qu'il est primordial de faciliter l'accès des jeunes aux activités agricoles dans les pays en voie de développement afin de réduire de façon significative la pauvreté dans les zones rurales. L'étude présente, également, un ensemble de cas en matière d'adaptation aux enjeux précités, accompagnées d'actions concrètes mises en œuvre dans les différents pays. A titre d'illustration, une solution novatrice a été adoptée aux Etats-Unis portant sur un label « Youth Trade » visant à faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs aux marchés américains.

Source : FIDA, 2015

http://www.ifad.org/english/youth/publications/cta_fao_ifad_f.pdf

◆◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Industrial Internet of Things: Unleashing the Potential of Connected Products and Services

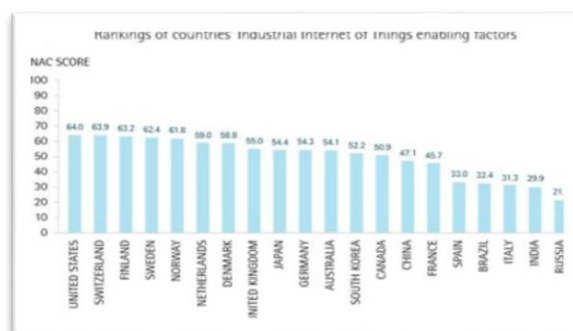
Tags : Internet des objets industriel | Economie mondiale | PIB | Etats-Unis | Technologies | Modèles organisationnels |

Cette étude s'intéresse en particulier aux avantages de l'avènement de l'Internet des objets industriel (IIoT) et ses retombées potentielles sur l'économie mondiale. Elle porte, également, sur les principaux défis que devraient relever les pouvoirs publics et les entreprises afin de favoriser davantage son essor.

L'étude souligne que l'IIoT pourrait générer jusqu'à 14.000 milliards de dollars à l'économie mondiale d'ici à 2030. Cependant, les Etats et les entreprises n'investissent pas assez pour l'adoption de ces nouvelles technologies numériques.

L'étude présente des scénarii de croissance du PIB en faveur de l'IIoT. A titre d'illustration, le PIB américain pourrait connaître une progression remarquable estimée à 6.100 milliards de dollars d'ici 2030 grâce aux investissements dans l'IIoT. De plus, si les Etats-Unis se donnent les moyens nécessaires pour accroître leurs investissements à 50% dans l'IIoT, le bénéfice escompté pourrait culminer à 7.100 milliards de dollars, soit une croissance du PIB supplémentaire de 2,3%.

Source : WEF, 2015



L'étude souligne que le déploiement de l'Internet des objets industriel reste limité dans l'environnement des entreprises, soit seulement 7% qui se sont engagées et ont mis en œuvre une stratégie claire en la matière alors que 73% d'entre elles n'ont pris aucune initiative dans ce sens.

Enfin, l'étude met en exergue trois moyens en vue d'accélérer une adoption graduelle et élargie des technologies et des services liés à l'Internet des objets industriel dans les entreprises. Il s'agit de :

- **repenser les modèles organisationnels** des entreprises, à savoir leurs modes d'organisation, leurs partenariats et leurs opérations ;
- **capitaliser sur la valeur de la donnée** tout en mettant des standards en matière de sécurité et d'interopérabilité, de façon à permettre l'échange en toute confiance de données entre les entreprises ;
- **repenser le mode de travail de leurs collaborateurs**, en décentralisant les environnements de travail pour permettre un plus grand accès aux données et d'optimiser le processus de prise de décision.

Source: World Economic Forum, 2015
<http://www.weforum.org/reports/industrial-internet-things-unleashing-potential-connected-products-and-services>

◆◆◆ ECONOMIE

► Rapport sur le développement en Afrique: L'intégration régionale au service de la croissance inclusive

Tags : Economie | Afrique | Intégration régionale | Croissance économique | Inclusion | Commerce intra régional | Entreprises régionales | Souveraineté nationale | Compétitivité | Infrastructures | Migration régionale | Chaînes de valeur régionales | Croissance inclusive |

L'intégration régionale constitue un impératif de développement en Afrique. Elle représente un outil primordial permettant de renforcer la croissance et l'inclusion économique entre ses différents pays.

L'Afrique a connu des performances significatives au cours de la dernière décennie, notamment par une croissance avoisinant 5% en moyenne, un accroissement du volume des échanges infra-africains, qui se chiffre à 130 milliards de dollars.

Le rapport souligne que l'intégration régionale ouvre, non seulement, la voie vers des économies d'échelle favorisant un meilleur accès aux marchés de capitaux internationaux, y compris à l'investissement direct étranger, mais elle contribue, également, à allier les ressources du continent africain afin de réaliser de grands projets dans différents secteurs. De plus, elle favorise le commerce intra régional qui pourrait constituer un vecteur de croissance et d'émergence d'un secteur manufacturier. Cette intégration a un impact positif sur l'emploi régional et le renforcement des capacités techniques.

Le rapport précise que le principal obstacle de la lenteur du processus d'intégration de l'Afrique est dû au décalage persistant entre les orientations des politiques nationales et régionales. D'ailleurs, la plupart des initiatives

régionales exigent de déléguer une part de leur souveraineté nationale à des organismes régionaux et continentaux. Par ailleurs, les problèmes de coordination et de planification des projets d'intégration sont persistants et constituent autant de défis pour l'intégration régionale.

En matière de développement des infrastructures, la situation de l'Afrique s'est considérablement améliorée. Toutefois, ses niveaux de compétitivité et de productivité demeurent limités, comme en témoignent la faible part des exportations africaines dans le total des exportations mondiales. Pour y remédier, une approche régionale inclusive du développement des infrastructures devrait être adoptée dans différents secteurs afin de permettre aux pays africains d'être mieux connectés entre eux grâce notamment aux réseaux routiers et ferroviaires, les TIC et les ports.

Pour ce qui est de la migration régionale, l'Afrique est l'une des régions qui connaît une plus forte migration annuelle des populations. Une part considérable de cette migration a lieu dans des zones généralement défavorisées sur le plan économique, engendrant désormais plus de défis sur le plan humain. Une approche fondée sur une « coalition des pays volontaires » est susceptible d'apporter des améliorations dans la gestion de la migration régionale et tirer profit de la mutualisation des compétences pour une meilleure compétitivité de l'économie africaine.

Les chaînes de valeur régionales sont un facteur majeur de la croissance inclusive en Afrique. Le rapport rappelle que les innovations économiques dans un pays pourraient engendrer des retombées régionales positives, notamment par la hausse de la demande de produits et de services régionaux, la création de systèmes commerciaux d'autofinancement où les investisseurs étrangers apportent des sources importantes de capitaux, créant

de ce fait des marchés pour les entreprises régionales émergentes.

En conclusion, le rapport rappelle que les politiques nationales et régionales devraient être cohérentes avec le contexte dans lequel elles opèrent. Pour accélérer le rythme de l'intégration régionale, un système de gouvernance crédible fondé sur des règles de droit serait fondamental ainsi qu'une architecture institutionnelle qui puisse être coercitive à l'égard du non-respect des obligations à l'échelle nationale. De plus, ce système devrait aider les États à renforcer leurs capacités dans la planification et le financement des programmes et faire de la problématique de croissance inclusive une priorité dans le renforcement des institutions.

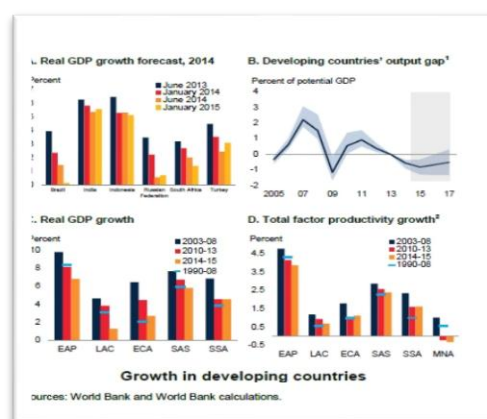
Source: Banque Africaine de Développement, 2015

http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/ADR_final_FR_web.pdf

► Global Economic Prospects: Having Fiscal Space and Using It

Tags : Développement économique | Afrique | Investissement | Croissance économique | Pays en développement |

Selon ce rapport, la croissance de l'économie mondiale passerait de 3% en 2015, à 3,3% en 2016 et 3,2% en 2017 contre 2,6% estimée en 2014.



Source : Banque Mondiale et Bloomberg

En revanche, le rapport précise que la croissance des pays en développement devrait culminer pour passer de 4,4% en 2014 à 4,8% en 2015 et 5,3 et 5,4% respectivement en 2016 et 2017. Cette augmentation est due à la baisse des prix du pétrole, la reprise marquée de l'économie américaine, la faiblesse des taux d'intérêt mondiaux, l'atténuation des turbulences qui affectent plusieurs grands marchés émergents.

De l'autre côté, l'Afrique subsaharienne devrait également connaître une croissance de 4,6% en 2015 contre 4,5% en 2014. Cette augmentation est due principalement au dynamisme de l'investissement dans les infrastructures, l'amélioration de la stabilité politique, l'accroissement de la production agricole et l'expansion du secteur des services.

En conclusion, le rapport préconise pour les pays en développement de garder ce rythme dans leur croissance économique en les incitant de s'orienter principalement vers des politique d'investissement à long terme.

Source: Banque Mondiale, 2015

http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2015a/pdfs/GEP15a_web_full.pdf

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► A prosperous world for everyone in 2050: The Global Calculator

Tags: Technologies | Climat | Population mondiale | Modes de vie | CO2 | Puits de carbone | PIB | Energies fossiles | Changement climatique |

Le calculateur mondial est un outil incontournable permettant d'analyser les différentes évolutions possibles des modes de vie et des technologies ainsi que leurs conséquences sur le climat.

Le modèle prévoit quatre scénarios permettant d'atteindre l'objectif 2 °C. La population mondiale pourrait s'élever à 10 milliards d'habitants en 2050, d'où l'intérêt d'encourager des modes de vie moins stricts et plaisants. De plus, le confort des logements, le taux d'accès aux appareils électroménagers et aux moyens de transport ne cesseraient de s'améliorer. Toutefois, des ruptures technologiques et énergétiques majeures auront un impact significatif sur des secteurs, notamment le bâtiment, le transport et l'industrie et seraient donc susceptibles de transformer de façon décisive le mode de vie des populations et des entreprises tout en réduisant leur impact environnemental. Par ailleurs, la quantité de CO2 émise par une unité d'électricité devrait connaître une réduction significative, d'au moins 90% à l'échelle mondiale. Quant à l'isolation des bâtiments, elle devrait s'accroître de 50% à 65% et l'efficacité des appareils ménagers serait marquée par une forte augmentation.

Le modèle souligne, de surplus, qu'il est primordial de maintenir et d'augmenter la superficie forestière de 5% à 15% d'ici 2050 afin profiter pleinement du développement des puits de carbone, une solution de gestion contrôlée permettant d'augmenter la capacité des forêts à absorber du CO2.

Selon le calculateur, le coût total d'un système énergétique sans émission de carbone pourrait représenter au maximum 3% du PIB mondial, de même pour le maintien d'un système dépendant des énergies fossiles. Malgré cela, il pourrait aussi procurer de nombreux avantages économiques et environnementaux, grâce à une plus grande optimisation des ressources et des équipements.

En conclusion, le modèle précise qu'il est nécessaire de modifier les comportements individuels et collectifs, tout en prenant en considération les

questions liées au changement climatique. Néanmoins, le modèle ne propose que des évolutions à l'échelle mondiale et n'inclut pas le fossé entre les riches et les pauvres ainsi que les inégalités qui pourraient subsister et s'accroître entre les régions et les populations en termes de modes de vie, d'accès et de coût des solutions alternatives.

Source: Ministère britannique de l'Énergie et du Changement climatique, 2015
<http://www.globalcalculator.org/sites/default/files/Global%20Calculator%20report%20-%20French%20.pdf>

◆◆◆ POLITIQUE

► Security in Africa

Tags: Sécurité | Afrique | Conflits | Intégrité territoriale | Chaîne de commandement | Coopération | Menaces transnationales | Groupes non étatiques | Insécurité | Instabilité politique |

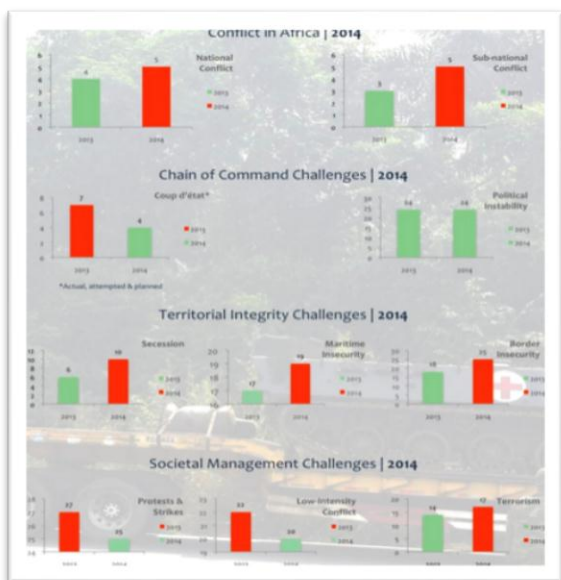
Ce rapport évalue l'état général de la situation sécuritaire en Afrique entre 2013 et 2014. Il porte principalement sur 10 types d'insécurité, classés en quatre grandes catégories, à savoir :

- *Les conflits et les défis ;*
- *Le maintien de l'intégrité territoriale ;*
- *L'état de la chaîne de commandement nationale ;*
- *La gestion sociétale.*

Le rapport souligne que l'Afrique est touchée par une crise de sécurité structurelle. Le nombre de pays touchés

par un conflit a augmenté entre 2013 et 2014, d'autant plus que le taux de gouvernements africains subissant l'impact de graves conflits est passé de sept à dix. De plus, malgré certaines améliorations, les gouvernements africains sont marqués par un déclin sensible dans la préservation de leur intégrité territoriale. D'ailleurs, la difficulté à conserver et à maintenir l'intégrité territoriale est un défi qui prend de l'ampleur en Afrique. En outre, l'année 2014 a été marquée par une rivalité accrue de dix gouvernements africains avec des groupes d'acteurs non étatiques afin de pouvoir exercer le contrôle territorial. Ces affrontements ont connu une hausse considérable qui s'est élevée à plus de 50% par rapport à l'année dernière. Par ailleurs, l'instabilité politique de nombreux pays s'est considérablement accrue, aggravant ainsi les défis liés à la sécurité aux frontières et de sécurité maritime. Toutefois, le rapport précise que le nombre de pays confrontés à des défis au niveau de la gestion des chaînes de commandement nationales et de la gestion sociétale ont connu une importante baisse.

Enfin, le rapport révèle que pour améliorer la sécurité dans le continent africain ainsi que la capacité des gouvernements à maintenir l'intégrité territoriale, il est nécessaire de perpétuer les progrès marqués dans les pays touchés par de graves défis liés à la chaîne de commandement. De plus, le rapport recommande de s'approprier les enjeux sécuritaires qui touchent le continent et d'accroître la coopération pour contrer les menaces transnationales qui impactent inéluctablement la sécurité mondiale.



Infographie de la sécurité en Afrique du Think Security Africa 2014

Source: Think Security Africa, 2015

<http://thinksecurityafrica.org/research/security-in-africa-2014>

► Atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité

Tags : Sahara | Sahel | Sécurité | Terrorisme | Migration | Trafics | Relations géopolitiques | Relations internationales |

Cet atlas, publié conjointement par le Club du Sahel et de l'Afrique et l'OCDE, analyse les flux transnationaux et régionaux de la région du Sahara et du Sahel et propose des recommandations en vue d'améliorer les conditions de vie des populations de cet espace.

Afin de mieux déchiffrer la complexité des interactions des biens et des hommes dans la région du Sahara et du Sahel, l'Atlas, au travers de ses 150 cartes, traite plusieurs thématiques, notamment les indicateurs socio-économiques, les trafics, les migrations et circulations, les réseaux et enjeux

sécuritaires ainsi que les initiatives régionales et internationales de stabilisation.

A travers l'analyse des espaces saharo-sahéliens, L'Atlas souligne que les 17 000 kms de frontières du Sahara-Sahel ont favorisé le développement des activités d'échange, surtout avec l'évolution croissante des indicateurs de population pour les pays sahéniens et la nouvelle forme sociale de réseaux appliquée à l'espace de circulation.

L'Atlas précise que la libre circulation entre les régions frontières du Sahara-Sahel subit des aléas politiques et sécuritaires suite à l'augmentation des trafics d'armes et de drogues, ce qui induit une complexité des instabilités régionales et par conséquent l'émergence de crises multiformes, dont le terrorisme, atteignant de ce fait la politique des pays du Maghreb et du Sahel et leurs relations géopolitiques.

Les pays sahéniens sont confrontés à plusieurs difficultés pour maintenir le contrôle de leurs territoires et d'empêcher la progression de groupes armés et des réseaux de terroristes.

En conclusion, le rapport appelle à une prise de conscience collective pour corréler les actions des différents pays de la région Sahara-Sahel et de prendre en considération les différentes stratégies proposées par les organismes internationales et ce, en vue de renforcer le dialogue entre l'ensemble des acteurs impliquées à même de garantir une paix durable.

Source: Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, 2015

http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/agriculture-and-food/un-atlas-du-sahara-sahel_9789264222335-fr#page1

◆◆◆◆◆ CONCEPTS EMERGENTS

Le concept émergent de « l'Économie bleue » connaît un essor remarquable depuis quelques années.

Il s'agit d'un modèle économique qui encourage l'utilisation de ce qui est localement disponible, qui ne provoque pas d'effets secondaires, notamment les émissions et les déchets. Ce modèle contribue à l'accroissement de la productivité, favorable à la compétitivité, tout en favorisant la création d'emplois et une meilleure cohésion sociale.



sur la logique du maintien de l'évolution des processus écologiques pour un bénéfice étendu des prouesses de la Nature, principalement en matière de **créativité**, d'**adaptabilité** et d'**abondance**.

GÜNTER PAULI est à l'origine du concept. Il est fondateur et directeur du *Zero Emission Research and Initiatives (ZERI)* et est l'auteur du livre : *The Blue Economy 10 years - 100 innovations - 100 million jobs*.

La **régénération** est un terme clé dans l'Économie Bleue. En plus de la préservation et de la conservation, elle incite à régénérer au lieu de recycler. En d'autres termes, l'Économie Bleue repose

L'Économie Bleue se différencie de l'**Économie Verte** qui n'est pas viable à long terme, de par ses exigences : économie basée sur des taxes, des quotas et plus chère pour des résultats et des produits équivalents.

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

RUFFINI Pierre-Bruno (2015), Science et diplomatie : Une nouvelle dimension des relations internationales



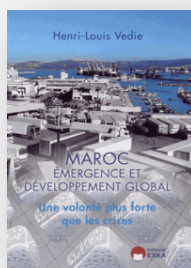
WASSENBERG Birte (2015), L'approche pluridisciplinaire de la coopération transfrontalière



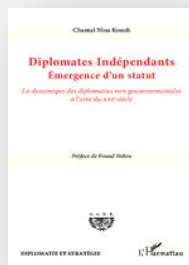
CLERC Philippe, GUERRAOU Driss, RICHET Xavier (2015), Intégrations régionales et prospective des territoires, Comparaisons internationales.



VEDIE Henri-Louis (2015), Maroc : émergence et développement global - Une volonté plus forte que les crises



KOUOH, Chantal-Nina (2015), Diplomates indépendants. Emergence d'un statut : La dynamique des diplomaties non gouvernementales à l'orée du XXIe siècle



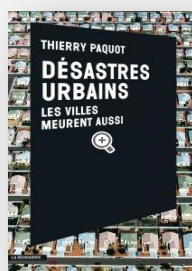
JALLEY Emile, PIKETTY Thomas (2015), Marx du 21^e siècle ?



AYKUT Stefan, DAHAN Amy (2015), Gouverner le climat ? 20 ans de négociations climatiques.



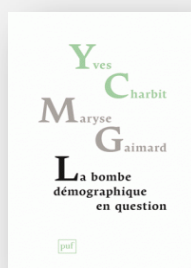
PAQUOT Thierry (2015), Désastres urbains, Les villes meurent aussi.



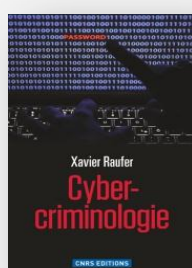
NEVEU Érik (2015), Sociologie des mouvements sociaux.



CHARBIT Yves, GAIMARD Maryse (2015), La bombe démographique en question



RAUFER Xavier (2015), Cyber-criminologie



CEPII (2015), L'économie mondiale 2015



INDEX DES TAGS

A

Afrique.....	7, 8
Agriculture.....	5

C

Chaîne de commandement.....	10
Chaînes de valeur régionales.....	7
Changement climatique.....	2
Chômage.....	2
Climat.....	9
CO2.....	9
Commerce intra régional.....	7
Compétitivité.....	7
Conflit international.....	2
Coopération.....	10
Croissance économique.....	7, 8
Croissance inclusive.....	7

D

Développement économique.....	8
-------------------------------	---

E

Économie bleue.....	12
Economie mondiale.....	2, 6
Economie verte.....	5
Education.....	4, 5
Emplois-verts.....	5
Energies fossiles.....	9
Enfants.....	4
Entreprenariat.....	5
Entreprises régionales.....	7
Etats-Unis.....	6

F

France.....	4
-------------	---

G

Géopolitique.....	2
Gouvernance régionale.....	2
Groupes non étatiques.....	10

I

Inclusion.....	7
Information.....	5
Infrastructures.....	7
Insécurité.....	10
Instabilité politique.....	10
Intégration régionale.....	7
Intégrité territoriale.....	10
Internet des objets industriel.....	6
Investissement.....	8

J

Jeunes.....	4, 5
-------------	------

M

Menaces transnationales.....	10
Mentorat.....	5
Migration.....	11
Migration régionale.....	7
Modèles organisationnels.....	6
Modes de vie.....	9

O

OCDE.....	4
-----------	---

P

Pays en développement.....	8
PIB.....	6
Politique.....	2
Population mondiale.....	9
Puits de carbone.....	9

R

Réformes éducatives.....	4
Relations géopolitiques.....	11
Relations internationales.....	11
Risques globaux.....	2
Royaume-Uni.....	4

S

Sahara	11
Sahel	11
Savoir	5
Sécurité	10, 11
Services financiers	5
Société	4
Souveraineté nationale	7
Système éducatif	4

T

Technologies	6, 9
Terrorisme	11
Trafics	11

Y

Youth Trade	5
--------------------------	---